

## Résistance et espoir ou résignation et repli ?

Par Frédéric Lebaron,  
professeur de sociologie à l'université d'Amiens  
président de l'association Raisons d'agir.

Rarement choix politique aura été aussi simple que celui qui nous est proposé le 29 mai. Le traité établissant une constitution pour l'Europe, présenté comme l'incarnation du grand projet européen de l'après-guerre, est en réalité un texte de combat : il marque une nouvelle avancée dans une grande révolution libérale aux couleurs européennes. Il est porté par une coalition de dirigeants économiques, politiques, médiatiques, intellectuels et même syndicaux qui considèrent que le modèle social européen doit être profondément « réformé », c'est-à-dire en fait déconstruit, afin de faire advenir une véritable économie de marché, enfin purifiée des scories d'un pesant État-providence et de toute velléité d'action politique volontariste (qu'elle soit nationale ou européenne). La lecture du texte, en particulier de la partie III, qui en constitue le cœur, est une plongée très instructive dans l'horizon indépassable du capitalisme libéral de notre temps : indépendance de la Banque centrale, stabilité budgétaire, libéralisation financière, et logique de mise en concurrence généralisée en sont quelques-unes des manifestations les plus nettes.

La plupart de ceux qui ont accompagné et souvent anticipé les contre-réformes et les renoncements successifs des années 1980-1990 nous expliquent aujourd'hui qu'un « non » français plongerait l'Europe dans le chaos. Parmi eux, ceux qui, par sens du symbole, se réclament encore de « la gauche » après en avoir vidé le contenu, réactivent les principaux ressorts de l'avancée des contre-réformes : la résignation, la peur et le repli sur soi plus ou moins cynique.

Résignation : en comparant le TCE aux précédents traités qu'il intègre et dépasse (souvent pour le pire), on se condamne à choisir entre Charybde et Scylla. Mais pourquoi accepter un texte de portée constitutionnelle inacceptable alors que l'on a pour une fois l'opportunité démocratique de donner son avis !

Peur : l'un des termes de l'alternative démocratique proposée impliquerait l'effondrement du projet européen. En réalité, c'est la domination d'une conception néolibérale de la construction européenne qui est enfin en question aujourd'hui. Ne pas se prononcer sur ce sujet revient à agir sous la contrainte d'une intimidation. Il ne faut jamais oublier que les avancées de la révolution libérale sont faites des reculs de l'idée qu'une autre Europe est possible.

Repli : le soutien au « oui » est aujourd'hui la marque d'une vision étroite de l'intérêt collectif, celle des dirigeants des grandes entreprises françaises et européennes, et plus largement des classes dominantes, relayée par les prédicateurs de l'inéluctable mondialisation.

Face à ce qu'il faut bien appeler une « propagande », et qui fonctionne aujourd'hui à plein régime, menaçant les fondements mêmes du contrat démocratique, il est possible de réagir. Le vote « non » est un premier pas. Il repose principalement sur trois forces : la résistance, l'espoir, et l'action collective.

Résistance : dire « non » à ce que l'on ne peut accepter, c'est résister à l'intimidation et, plus largement, à la marche en avant des contre-réformes, c'est donner à son bulletin de vote une signification pratique et une portée politique.

Espoir : face à la peur, la perspective du « non » renforcera l'espoir et donc la possibilité d'un changement fondé sur la nécessité d'un modèle social européen.

Action collective : voter « non », c'est manifester sa croyance dans les vertus de l'action collective et de la démocratie pour transformer les institutions, au lieu de se laisser imposer le cours des choses par des classes dirigeantes cyniques et manipulatrices.

Résistance, espoir et action collective sont aujourd'hui les principaux atouts du « non » : trouvant son fondement dans les catégories sociales menacées par la flexibilisation du marché du travail et la destruction de l'État-providence, un vaste front populaire se forme autour d'un « non » européen, social et démocratique.

Ce mouvement n'est pas seulement français : partout en Europe et dans le monde, l'issue de ce combat à la fois particulier et universel entre la peur-résignation et l'espoir-résistance est attendue. Elle pourrait donner aux peuples le signal qu'un autre monde est possible. La nouvelle d'un « non » français serait celle d'une grande victoire pour les tenants d'une autre mondialisation et exercerait un effet d'entraînement considérable.